

Cercle 2
Working document 01**NOTE**

du	Secrétariat
au	"Cercle de discussion" sur la procédure budgétaire
Objet :	Questionnaire sur les perspectives financières

Le Président soumet aux membres du Cercle de discussion le questionnaire ci-après dans le but de structurer le débat sur les perspectives financières:

Le mandat du groupe de discussion prend comme point de départ le large accord qui s'est dégagé lors de la plénière des 5 et 6 décembre en ce qui concerne l'inscription des perspectives financières dans la Constitution. Cette inscription devrait, par ailleurs, faciliter la simplification de la procédure budgétaire annuelle.

Dans ce contexte, les travaux du groupe doivent répondre à la question de savoir "comment" les perspectives financières doivent être inscrites dans la Constitution et plus concrètement quelle doit être la portée et le degré de détail des dispositions qui leur seront consacrées. Le "Cercle de discussion" devra se pencher également sur la procédure d'adoption des perspectives pluriannuelles.

1. L'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire est accompagné d'un tableau de perspectives financières. Le tout est couramment connu sous le terme "perspectives financières". Le groupe de travail "simplification" lui a donné la dénomination de "mécanisme de programmation financière". Le "Cercle" devrait proposer une dénomination simple et claire pour les citoyens.

2. L'accord interinstitutionnel sur les perspectives financières actuellement en vigueur fixe le plafond global pluriannuel des ressources, qui implique que les crédits de paiement inscrits au budget pour chaque exercice budgétaire ne peuvent pas dépasser une telle limite, mais aussi que l'inscription et l'échéancier des crédits d'engagement doivent en tenir compte. Faut-il prévoir un tel mécanisme de plafonnement dans les dispositions qui seraient consacrées aux perspectives financières dans la Constitution, en laissant aux perspectives elles-mêmes le soin d'en fixer le montant?
3. L'accord interinstitutionnel fixe également des plafonds de dépense annuels par rubriques. Faut-il faire figurer ce mécanisme de plafonnement dans les dispositions de la Constitution? Si oui, faut-il préciser quelles sont les rubriques elles-mêmes? Faut-il envisager des particularités pour certaines d'entre elles?
4. Si la réponse à la question précédente était positive, serait-il nécessaire d'envisager un mécanisme de flexibilité qui pourrait consister soit en une marge de manœuvre entre rubriques soit en une procédure allégée de modification des perspectives en cours d'exercice?
5. Les premières perspectives financières ont eu une durée de 5 années, les deuxièmes de 6 années et les troisièmes, encore en vigueur, couvrent une période de 7 années. Faudrait-il standardiser la durée des perspectives financières dans la Constitution? Et dans ce cas, quelle période devraient-elles couvrir? Serait-il envisageable de la faire coïncider avec le mandat de la Commission et/ou du Parlement européen comme certains l'ont proposé?
6. Les perspectives financières font l'objet actuellement d'un accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, la Commission et le Conseil. Dans la pratique, ce sont les Chefs d'État et Gouvernement au sein du Conseil européen qui fixent ces perspectives de commun accord. Elles sont soumises par la suite à l'approbation des trois institutions conformément à leurs règles respectives de prise de décision. Le Conseil se prononce à la majorité simple de ses membres et le Parlement européen à la majorité simple des suffrages exprimés.

La procédure pour l'adoption des perspectives est un élément indispensable des dispositions de la Constitution qui lui seraient consacrées. Dans le but affiché d'établir un équilibre avec la procédure budgétaire annuelle dont le dernier mot appartiendrait au Parlement, le groupe de travail "simplification" a proposé que les perspectives soient adoptées par le Conseil après avis conforme du Parlement. Il n'a pas précisé les majorités requises.

Le "Cercle" devra répondre à la question de savoir quelle doit être la procédure d'adoption des perspectives financières.
